

## Conférence de presse annuelle d'economiesuisse

Lundi 10 janvier 2011

Seul le discours prononcé fait foi.

# Politique climatique : l'économie est la solution et non le problème !

Pascal Gentinetta, président de la direction d'economiesuisse

Mesdames, Messieurs,

La conférence climatique de Cancún a permis de réaliser des progrès en vue du déblocage de la politique climatique pour la période après 2012 – soit après la première période du protocole de Kyoto. Les participants se sont en particulier mis d'accord sur l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 2°C d'ici à 2100. Cependant, on déplore toujours l'absence d'un cadre réglementaire international aidant à réduire substantiellement les émissions mondiales et à ménager les ressources. En effet, il importe toujours de trouver une solution globale à un problème mondial. La participation contraignante de gros émetteurs comme la Chine et les États-Unis joue un rôle décisif à cet égard. Ces deux pays sont déjà à l'origine de 40 % des émissions de CO<sub>2</sub> mondiales. D'après les dernières prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), leur part pourrait avoisiner 45 % en 2020. Seul un accord international est à même de garantir un système économique mondial n'induisant pas de distorsions de concurrence nuisibles et de circonscrire le problème majeur de la « fuite de carbone » (« carbon leakage » en anglais). En l'absence d'un tel « Global Level Playing Field », la production industrielle se déplacerait dans des pays moins restrictifs, ce qui entraînerait la suppression d'emplois dans des pays possédant une législation environnementale stricte. Une telle évolution serait inacceptable sur le plan écologique comme sur le plan économique.

En comparaison internationale, la Suisse n'a pas à rougir de ses performances en matière de politique climatique et environnementale. Le modèle helvétique, couronné de succès, s'appuie en grande partie sur des mesures volontaires et innovantes de l'économie. Pour ce qui est de la politique environnementale, les initiatives émanant de l'économie en lien avec le recyclage du PET, le ramassage du verre ou du matériel informatique font parler d'elles au-delà de nos frontières. Pour ce qui est de la politique climatique, nous appartenons non seulement au groupe des pays industrialisés aux émissions proportionnellement les plus faibles, mais aussi à celui des pays qui sont les mieux placés pour tenir les engagements découlant du protocole de Kyoto. En 2010, l'économie suisse a une fois de plus renforcé sa contribution considérable à la protection de l'environnement et du climat. Grâce aux mesures volontaires de l'Agence de l'énergie pour l'économie (AEnEC), de la Fondation Centime Climatique et de l'industrie du ciment, l'économie est en bonne voie pour atteindre pratiquement seule

les objectifs fixés pour la Suisse dans le protocole de Kyoto et réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 4 millions de tonnes au total sur les 5 exigées, ce qui est au-delà des attentes. Grâce aux efforts déployés par 2000 entreprises, l'AEnEC a dépassé pour la première fois en 2010 le million de tonnes de CO<sub>2</sub> en moins. Cela atteste du succès de l'économie.

Nous n'entendons pas nous reposer sur nos lauriers, mais continuer d'aller de l'avant et nous engager en faveur de solutions sensées sur les plans écologique et économique. C'est dans cet esprit que nous avons publié dans les médias un appel en faveur de la prolongation de la loi sur le CO<sub>2</sub> et de la poursuite de la politique climatique menée jusqu'ici avec succès. Nous soutenons donc la ligne réaliste et durable suivie par le Conseil fédéral. Il est important que nous reprenions l'objectif de réduction de l'Union européenne, soit 20 %, et réalisons à la fois des mesures en Suisse et à l'étranger. C'est à cette condition que nous mettrons en place une politique durable, c'est-à-dire écologiquement et économiquement équilibrée, pour résoudre un problème global.

En ce qui concerne l'évolution de la politique climatique de la Suisse dans le cadre de la loi sur le CO<sub>2</sub>, quatre éléments sont toutefois susceptibles de faire vaciller le modèle helvétique pragmatique et couronné de succès :

1. L'adoption de mesures spécifiquement suisses qui ne s'inscrivent pas dans le cadre international mis en place et sont de ce fait contre-productives sur les plans économique et écologique. L'initiative populaire en faveur du climat présente par exemple ce risque.
2. La focalisation exclusive de la législation sur des mesures mises en œuvre en Suisse. Cela revient à occulter complètement l'aspect global du problème ainsi que les chances d'exportation des solutions suisses développées dans le domaine des « cleantech » et aboutit à une désolidarisation avec les pays en développement, où il ne serait plus possible de soutenir des projets. Une telle évolution nuirait à l'acceptation internationale de la politique climatique. De plus, la mise en œuvre à l'étranger de mesures flexibles, sensées et économiquement avantageuses serait entravée.
3. La mise en place de mesures étatiques contraignantes et nuisibles constitue un danger réel. Elle mettrait en péril le succès remporté jusqu'ici avec les mesures volontaires.
4. Des subventions étatiques massives, telles que celles qu'on connaît dans l'agriculture, en faveur de branches économiques présumées respectueuses du climat et l'introduction de sanctions à l'encontre des secteurs à forte intensité énergétique et comptant parmi les grands émetteurs diviserait l'économie. Ce serait extrêmement contre-productif. Si des entreprises se déplaçaient à l'étranger, il faudrait ensuite importer leurs produits, ce qui constituerait un revers de taille pour la politique environnementale.

Opposer artificiellement le climat et l'économie ou les branches « respectueuses du climat » et « celles qui ne le sont pas » n'est pas la solution. Nous sommes fermement convaincus qu'il est encore possible d'exploiter des potentiels de réduction importants moyennant une approche volontaire, innovante et fondée sur l'économie de marché qui renferme des opportunités majeures pour l'économie suisse dans le domaine des cleantech – en particulier les entreprises exportatrices. Nous préparons une étude sur ce sujet. Celle-ci est nécessaire dans la mesure où les études précédentes ne répondaient pas à ces questions. Dans certains cas, elles se concentraient par exemple sur certaines technologies, sur des branches spécifiques ou simplement sur des entreprises nécessitant des subventions. À nos yeux, il est donc essentiel que le domaine des cleantech n'englobe pas seulement quelques entreprises mais qu'un réseau voie le jour formé par des entreprises de tous les secteurs, services et industrie confondus. C'est le seul moyen de transformer la Suisse en une économie verte grâce aux cleantech. Et tel devrait être notre objectif. Nous devrions avoir les résultats de l'étude dans

le courant de l'année. Elle montrera où se situent les grands potentiels inutilisés de l'économie suisse. Sur cette base, nous présenterons en automne une « stratégie de l'économie en matière de cleantech ».

Les cleantech représentent une chance pour l'ensemble de l'économie. En particulier quand on parvient, grâce à l'innovation, à intégrer les entreprises à forte intensité énergétique, à réduire massivement leurs émissions et leur consommation d'énergie – comme dans l'industrie du ciment par exemple – et à maintenir leur compétitivité.

Pour toutes ces raisons, nous nous engageons à faire de l'économie verte une priorité en 2011. Nous souhaitons ainsi instaurer un dialogue sur les chances des technologies et des services de l'économie suisse dans le contexte mondial et éviter une surréglementation déplacée. Pour les questions climatiques et environnementales, l'économie n'est pas le problème, mais la solution !